

L'agriculture a subi une diminution sérieuse et prolongée de son revenu mais cela ne s'est pas produit à la suite d'une diminution de production.

Cet après-midi le premier ministre nous a donné des chiffres que je n'ai pas à ma disposition, mais en 1955, dernière année pour laquelle nous disposions de statistiques complètes, le volume de la production agricole a été nettement plus considérable que celui de huit des douze années qui se sont écoulées entre 1941 et 1954; il est même jusqu'à 30 p. 100 supérieur à celui de certaines années. Des évaluations préliminaires font apparaître une nouvelle augmentation de l'indice de la production agricole en 1956, comme l'on a pu s'en rendre compte cet après-midi, ce qui n'empêche pas que le revenu net réel du cultivateur en 1955 a été inférieur à ce qu'il a jamais été depuis 1941, sauf en 1954.

Le tableau du Bureau fédéral de la statistique que j'ai ici devant moi corrobore mon affirmation. On prévoit que le revenu réel net sera peut-être plus élevé en 1956 mais pas sensiblement. En tout cas, il ne sera pas supérieur à celui de plusieurs des années 1941 à 1955.

Il est pitoyable de constater que, dans bien des cas, plus un cultivateur canadien consacre le meilleur de son énergie à la production de vivres, plus son revenu réel baisse. J'ai déjà dit que, souvent, plus l'agriculteur réussit à augmenter sa production et plus les éléments climatiques sont favorables, plus la crise à laquelle il doit faire face est sérieuse du point de vue du revenu. Dans cette économie, l'abondance est punie, tandis que la pénurie est récompensée.

Ce sens des valeurs est, à mon avis, le signe d'une économie dépassée. C'est celui des grands monopoles qui tirent leur profit d'une économie de disette plutôt que d'une économie d'abondance. Il me semble qu'en cette enceinte, nous ne partageons pas absolument ce concept économique et, cependant, c'est celui que nous tolérons, de sorte que nous voyons, de temps à autre, frissonner d'appréhension même mes honorables amis du gouvernement libéral chaque fois qu'on parle de belles moissons dans l'Ouest canadien ou d'une cueillette de pommes abondante en Nouvelle-Écosse, d'une récolte supérieure de pommes de terre dans l'Île du Prince-Édouard ou au Nouveau-Brunswick, ou de l'accroissement de la population bovine dans quelque région du Canada. Quand la Providence s'est montrée généreuse, il y a une atmosphère de crise; on s'inquiète, on se montre préoccupé, au lieu de s'en réjouir. L'inertie remplace l'établissement de pro-

grammes prévoyant la répartition des dons bienfaisants de la Providence parmi la population qui en a besoin.

En d'autres termes, le cultivateur souffre d'une crise économique parce qu'il y a eu excédent de lait dans un monde où beaucoup d'enfants,—oui, même dans quelques régions du Canada,—n'obtiennent pas assez de lait; parce que dans un monde où les deux tiers des gens se couchent affamés tous les soirs, il y a trop de pain; alors que beaucoup de vieillards pensionnés n'ont pas de revenu suffisant pour acheter tout ce qu'ils aimeraient afin de changer de régime alimentaire, il y a eu parfois trop de pêches, trop de pommes et même trop de pommes de terre.

Nous, cécéistes, disons qu'une société qui est incapable de mettre l'abondance au service du peuple est en proie à la faillite morale et que le gouvernement qui reste les bras croisés mérite la plus énergique censure. Je ne puis nullement accepter l'avis de quelques soi-disant champions de l'entreprise privée qui affirment qu'une économie de pénurie est meilleure qu'une économie d'abondance, et que deux miches de pain peuvent avoir moins de valeur qu'une.

Nous avons proposé bien des modifications de programme, qui devraient être apportées. De précieuses années ont été perdues alors que le Gouvernement, au lieu de s'opposer à la banque mondiale des vivres des Nations Unies, aurait pu la favoriser. S'il l'avait fait et si cette banque avait existé, nous aurions alors eu un efficace programme international permettant d'écouler nos prétendus excédents agricoles.

Le prix de soutien adopté à l'origine par le gouvernement était une mesure destinée à assurer que les prix agricoles demeureraient en rapport équitable avec le prix des objets que le cultivateur doit acheter, mais ce programme s'est révélé bien souvent comme n'étant qu'un simple trompe-l'œil et s'est soldé par des déceptions. C'est certainement mieux que rien, mais il n'a pas encore commencé à produire les résultats promis en 1944 par un premier ministre libéral. A cette époque nos cultivateurs mettaient toute leur énergie à l'accroissement de leur production tout en se contentant peut-être de prix inférieurs à ceux qu'ils auraient pu obtenir pour leurs produits, et voici ce que déclarait M. Mackenzie King:

Si pour contribuer à la victoire on demande aux cultivateurs d'accepter qu'un plafond soit imposé sur les prix, nous croyons aussi qu'ils ont droit à l'établissement de prix minimums pour les protéger contre une crise agricole après la guerre.

Je n'irai pas jusqu'à prétendre que nous sommes en présence d'une crise mondiale